

**INTRODUCTION DU PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
DU JEUDI 11 JUIN 2026**

Mes chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Avant d'ouvrir nos travaux de cette séance plénière, je veux faire mémoire de l'un nos anciens collègues conseiller général - Bernard Dutray -, qui nous a quittés le 13 mai dernier, à l'âge de 76 ans, au terme d'une longue maladie.

Homme de la Beauce, agriculteur à Binas, il a confié sa ferme à de son frère jumeau, pour se consacrer pleinement à son mandat de conseiller général et se mettre pleinement au service des habitants de son canton durant 17 belles années.

Vice-président de notre service départemental d'incendie et de secours, il s'est également beaucoup investi au sein de la MDPH pour soutenir l'accompagnement des personnes handicapées. Il était particulièrement apprécié pour son humanité et son écoute qui le rendaient très attentif aux situations individuelles. C'était un élu qui ne comptait ni son temps ni sa peine, plein d'humour et très attachant.

À son frère jumeau Michel, maire honoraire de Bina(s), à sa famille, à ses proches, aux habitants de sa commune, j'adresse, en votre nom à tous, nos condoléances les plus sincères.

Je vous propose d'observer, à sa mémoire, une minute de silence.

Je souhaite débiter cette séance en réitérant publiquement toutes mes félicitations à l'ensemble des maires et présidents d'intercommunalités élus en mars et avril derniers, et en particulier aux collègues conseillers départementaux concernés : c'est une belle et grande responsabilité que vous assumez, au service des loir-et-chériens.

Maires, conseillers départementaux, élus de proximité, nous sommes des repères pour les citoyens, dans un contexte mouvant pour ne pas dire instable... Mes chers collègues, en quelques mois à peine, le monde a changé brutalement de visage.

Souvenez-vous. En février, lorsque nous votions notre budget primitif, la guerre au Moyen-Orient commençait à peine, et nous en mesurions mal les conséquences. Aujourd'hui, elles sont là. Le prix du pétrole a flambé. Les prix de l'énergie ont bondi de près de 17 % en un an, conséquence directe sur la facture de chaque foyer, de chaque artisan, de chaque entreprise et de chaque collectivité. **Le Premier ministre l'a dit le 21 mai : cette guerre va durer.**

Et les chiffres, tombés voici quelques jours, sont sévères. Notre économie ne ralentit plus : elle recule. L'inflation, qui n'était que de 1 % en février, atteint 2,4 % au mois de mai : elle a plus que doublé depuis le début de la guerre. Et le déficit de l'État reste cloué à plus de 5 % de notre richesse nationale.

Finalement, rien de tout cela n'est surprenant. En janvier, devant cette assemblée, je qualifiais déjà le contexte de « *particulièrement instable et historiquement dégradé* », et je disais que nos comptes publics sont devenus rouge écarlate. Six mois ont passé. La guerre est venue tout aggravé.

Jamais déçu par les décisions de l'État, les départements, n'ont pas eu à attendre bien longtemps qu'une mauvaise décision ne soit prise. **L'État vient de geler vendredi dernier l'unique subvention d'investissement qui nous était réservée : la dotation de soutien à l'investissement des**

départements, la fameuse DSID. Plus de 800 mille euros, à l'échelle du Loir et Cher, qui devaient financer nos collègues, nos routes, nos ouvrages d'art, notre transition écologique. **Gelés. Comprenez : supprimés !** Je le dis sans détour : c'est une aberration de s'attaquer à l'investissement public, au moment précis où justement il faut faire l'inverse. Les collectivités portent les deux tiers de l'investissement public civil de ce pays ; on ne redresse pas une nation en désarmant ceux qui, sur le terrain, la bâtissent encore. Départements de France l'a dit clairement, par la voix de son président François Sauvadet : « **L'investissement local ne doit pas être considéré comme une variable d'ajustement budgétaire mais comme un levier majeur de développement et de solidarité.** », **avec l'ensemble des présidents de départements, je demande le maintien intégral de ces crédits.**

La facture, l'État a déjà commencé à la présenter. Cette semaine même, pour tenir son déficit, il a annoncé plus de 4 milliards d'euros de coupes budgétaires : des crédits annulés, et 3 milliards de plus simplement gelés. Où tombera la lame ? L'État se garde bien de le dire. Mais nous le savons : on rogne d'abord ce qui ne se voit pas - la réserve de précaution, les dotations. L'apprentissage et l'alternance de nos jeunes, déjà, sont sévèrement touchés.

Et le vrai rendez-vous est pour fin juin : autour du comité d'alerte des finances publiques, les élus locaux apprendront ce que l'on attend d'eux. Voilà la facilité : faire de nos dotations une des variables d'ajustement du budget national. **Ce n'est pas l'esprit de la décentralisation !**

Tocqueville, nous avait prévenus : « **cette liberté de proximité est la plus fragile, la première qu'un pouvoir central rogne quand l'argent vient à manquer** ». Ce qu'il disait des communes vaut aujourd'hui pour nous.

Et en matière de santé publique, une autre alerte majeure pointe ces jours-ci : **le trou de la Sécurité sociale d'être supérieur de près de 4 milliards d'euros** à ce qui était prévu dans la dernière loi de financement de la Sécurité sociale, pour s'établir finalement à 23,2 milliards en 2026, selon les calculs de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Rien ne va donc plus dans les comptes sociaux avec une dette sociale qui culmine désormais à 122 milliards d'euros ! Dans le même temps, le Gouvernement fait subir unilatéralement aux collectivités départementales des **revalorisations non compensées** : celle du RSA (+ 0,8 %) depuis le 1er avril dernier ou encore celle du SMIC (+ 2,41 %) qui impactent directement nos dépenses de fonctionnement pour un demi-million d'euros. Ce sera un des sujets de débat ce matin dans le cadre de notre budget supplémentaire.

Et pourtant la France garde de nombreux atouts. Le 21 mai, le baromètre de l'attractivité européenne nous l'a rappelé : pour la septième année consécutive, notre pays demeure le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers. 852 projets en 2025. Devant le Royaume-Uni. Devant l'Allemagne. Ce n'est pas un détail : c'est le signe qu'au cœur de la tempête, la France garde des fondamentaux solides.

Et ces atouts, nous les avons aussi en Loir-et-Cher.

Deux exemples récents : à Blois, l'usine Enerflux fabriquait depuis des décennies des pompes de direction pour l'automobile ; la voici reprise par le groupe Sirius Space Services. Demain, sur les mêmes machines, dans les mêmes ateliers, des chambres de combustion pour moteurs de fusée sortiront aux côtés des composants automobiles. 105 emplois préservés, un objectif de 180 à terme.

Et à la Chaussée St Victor, le laboratoire pharmaceutique CHIESI confirme son développement remarquable avec sa production de nouveaux aérosols-doseurs et la création à la clé d'une centaine d'emplois supplémentaires cette année.

Il semble bien que la France sache encore se réinventer malgré le déclasserement qu'on lui promet si souvent. Alors gardons le moral, chers collègues, et positivons sur l'avenir !

J'en viens à l'ordre du jour qui nous réunit ce matin en session plénière :

Notre compte financier unique pour 2025 s'améliore par rapport à 2024, et je veux le dire simplement : après deux années rudes, nos fondamentaux se redressent. Nous avons tenu nos dépenses à + 0,2 % de hausse seulement, dans une année d'inflation : c'est le fruit de notre rigueur, et j'en remercie nos services.

Le résultat est là. Le temps qu'il nous faudrait pour solder nos dettes est retombé de près de 7 ans à moins de 4 ans. Notre épargne se rapproche de celle de 2023.

Mais pas de triomphalisme ! Notre épargne reste fragile, toujours sous le seuil que recommande la prudence. Notre dette grossit toujours. Et le marché immobilier semble doucement retomber : le début de 2026 est plus que timide.

Et surtout, n'oublions pas que la loi de finances 2027 sera certainement une potion amère : l'État annonce d'ores et déjà cinq milliards d'« effort » attendus des collectivités. Exit le fonds de sauvegarde. Et nous pouvons imaginer qu'après la présidentielle, il faudra tirer les comptes et payer la facture de la dette publique que les nombreux candidats en lice semblent avoir oubliée...

Il nous faudra donc poursuivre nos efforts rigoureux de gestion l'an prochain !

C'est ce qui donne tout son sens au budget supplémentaire que je vous propose. Le résultat de 2025 nous permet d'abord d'emprunter sept millions de moins en 2026. Et ce même budget porte près de sept millions de dépenses nouvelles, là où le choc frappe le plus fort, le social : l'autonomie de nos aînés, le revenu de solidarité pour les plus démunis – soit plus de six millions pour les seules solidarités. **En un mot : Moins d'emprunt, tout en maintenant notre engagement pour les solidarités.**

Notre rapporteur général du budget reviendra dans un instant sur le détail de ces documents ; et je t'en remercie Claire.

Et nous n'avons pas renoncé à agir : notre rapport d'activité 2025 en témoigne. La qualité de notre service public a été distinguée au plan national : nous sommes reconnus 2ème de France aux Trophées Afnor de la relation à l'utilisateur. Nous avons ouvert la Maison des solidarités de Mer et mis en place un numéro unique pour l'accès aux droits. Le chantier de la passerelle sur la Loire a été lancé. Nous avons inauguré, à Blois, la Cité du numérique. Et nous avons maintenu, sans les raboter, nos subventions à l'équipement des communes. Une administration qui se modernise, un territoire qui investit, un service public qui se rapproche de ses habitants. Voilà pour 2025.

Chers collègues,

L'avenir ne se devine pas : il se prépare. Et nous ne sommes pas de ceux qui subissent. Nous tenons notre cap du *Loir-et-Cher en action* : la proximité, la solidarité, l'attractivité. Et nous le tenons pour nos communes, pour nos usagers les plus fragiles, pour nos associations, pour tous ceux qui, sur l'ensemble de notre territoire, attendent du département non pas des discours, mais des actes.

Et nous saurons le rappeler tout à l'heure à Monsieur le Préfet lors de son audition devant nous.